



Lettre n° 304 du 8 octobre 2023

Au sommaire :

- **Guerre d’Israël contre le peuple palestinien, guerre d’Ukraine... Les guerres sans fin et l’escalade guerrière des puissances capitalistes** - *Galia Trépère*
- **Le gouvernement ne jure que par le 49.3, la gendarmerie et la démagogie d’extrême droite... La dictature du capital, c’est eux, la démocratie, c’est nous et nos luttes !** - *Yvan Lemaître*

Guerre d’Israël contre le peuple palestinien, guerre d’Ukraine... Les guerres sans fin et l’escalade guerrière des puissances capitalistes

Netanyahu, le Premier ministre israélien à la tête d’un gouvernement d’extrême droite soutenu par des intégristes religieux, a déclaré suite à l’offensive militaire du Hamas contre l’occupation des territoires palestiniens par l’armée d’Israël « *Nous sommes en guerre et nous allons gagner* » et il a annoncé des représailles sanglantes « *Notre ennemi va payer un prix sans précédent* », préparant l’opinion à « *une guerre longue et difficile* ».

Il ne fait aucun doute que Netanyahu entend renverser en sa faveur la situation aussi inédite qu’imprévue créée par l’offensive militaire du Hamas qui a, étrangement, pris l’armée et les services secrets d’Israël au dépourvu. Il veut poursuivre et accentuer la pression sociale, politique, militaire exercée contre les Palestiniens dans le but illusoire de briser la résistance palestinienne tout en sauvant son pouvoir en difficulté. Gaza est en réalité une prison à ciel ouvert. La population y est condamnée à des conditions de survie insupportables, victime d’une colonisation doublée d’un véritable apartheid.

Les médias aux ordres, la majorité des politiciens, tout en menant une odieuse campagne islamophobe, soutiennent l’État théocratique et colonial d’Israël. Biden a assuré ce dernier du « *soutien gravé dans le marbre et inébranlable* » des États-Unis face à ce qu’il a qualifié d’« *horribles attaques terroristes du Hamas* » et promis une assistance militaire. L’Otan, l’UE, Macron ont suivi le même chemin.

Dans ce drame, le principal terroriste est bien l’État d’Israël qui a chassé les Palestiniens de leurs terres par la terreur avec le soutien actif des puissances occidentales, un terrorisme d’État permanent dont les Israéliens sont aussi victimes et auquel ils payent un lourd tribut tant il est vrai qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

La politique nationaliste du Hamas soutenu par l’Iran n’est en rien une réponse à l’oppression sanglante que subit depuis des décennies le peuple palestinien. Sa violence aveugle pourrait une fois encore être retournée contre lui par l’État d’Israël et ses alliés qui l’utilisent contre les peuples du Moyen-Orient qu’ils veulent contrôler pour en piller les richesses.

Mais invoquer le terrorisme du Hamas pour soutenir l’État d’Israël est une hypocrisie sans nom. L’offensive militaire du Hamas exprime la légitime résistance du peuple palestinien. C’est bien l’État d’Israël qui est seul responsable avec ses alliés, les grandes puissances occidentales, les USA, et l’Otan, de la guerre et de la violence au Moyen Orient, de la guerre contre le peuple palestinien soumis à l’occupation coloniale depuis des décennies.

Et ce sont ses alliés, dont la France, qui voudraient faire croire qu’ils se soucient du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes alors qu’ils mènent partout dans le monde la guerre contre les peuples pour assurer leur domination et leur droit à piller la planète.

Cette nouvelle guerre qu’engage Israël contre le peuple palestinien participe de l’escalade guerrière qui s’est emparée du monde capitaliste et s’accompagne de la militarisation du monde. Les tensions économiques, la concurrence exacerbée réveillent les vieux conflits, ces guerres sans fin engendrées par la politique des grandes puissances. La guerre d’Ukraine en a été la conséquence en même temps qu’un accélérateur. Les grandes puissances occidentales y occupent, ainsi qu’au Moyen-Orient, une place déterminante.

Biden, le dimanche 1^{er} octobre, au lendemain d’un accord au Congrès américain sur le budget qui a suspendu la nouvelle enveloppe prévue d’aide à l’Ukraine de 24 milliards de dollars, déclarait : « *Je tiens à assurer à*

nos alliés, au peuple américain et au peuple ukrainien qu'ils peuvent compter sur notre soutien. Nous ne nous déroberons pas ». Le 2, il organisait une visioconférence avec plusieurs dirigeants d'Etats alliés des Etats-Unis pour « *coordonner la suite de l'aide à l'Ukraine* », le jour même où se réunissaient, dans le même objectif et de façon exceptionnelle à Kiev, les ministres des Affaires étrangères des 27 pays membres de l'Union européenne. Alors que des dissensions sur l'aide apportée à l'Ukraine se font entendre aux Etats-Unis comme en Europe de l'Est, les dirigeants américains et européens s'empressent d'assurer à Zelensky et aux dirigeants de l'Etat ukrainien qu'il n'est pas question d'abandonner leur soutien, aussi longtemps qu'il sera nécessaire.

Sur le terrain, la guerre continue son œuvre meurtrière et barbare dans les tranchées de la ligne de front à l'est et au sud de l'Ukraine. Le 5 octobre, un tir de missile russe Iskander a causé la mort de plus de 51 civils dont un enfant dans un village près de Koupiansk dans le nord-est du pays. Les troupes russes ont déclenché là une offensive pour tenter d'y ramener une partie des troupes ukrainiennes. Au sud, des frappes ukrainiennes de missiles SCALP ont détruit il y a une quinzaine de jours un sous-marin et un navire russes, ainsi que le quartier général de la flotte russe à Sébastopol en Crimée.

Craquements dans le front des alliés de Biden et de Zelensky

La presse a longuement commenté les dissensions apparues ces dernières semaines en Pologne, en Slovaquie ou aux Etats-Unis au sujet de la poursuite de l'aide à l'Ukraine. « *La trahison polonaise* », titrait le 22 septembre un éditorial des *Echos* écrit par Lucie Robequain, alors que, le 19 septembre, Zelensky s'en était pris à la Pologne à la tribune des Nations Unies en déclarant « *Certains pays feignent la solidarité [à l'égard de l'Ukraine] en soutenant indirectement la Russie* », après que le premier ministre polonais avait affirmé que la Pologne ne livrerait plus d'armements à l'Ukraine. Le conflit avait éclaté à propos de la question des céréales ukrainiennes dont l'importation faisait concurrence aux agriculteurs polonais. La Pologne est un des pays qui a livré le plus d'armements à l'Ukraine, après les USA et les pays de l'Europe de l'Ouest, des centaines de chars et de blindés, des hélicoptères, des lance-roquettes et des missiles sol-air, de fabrication russe, et elle est un couloir vers l'Ukraine pour la livraison des armements qui lui sont destinés. Les relations entre les deux pays se sont apaisées depuis mais les déclarations polonaises étaient aussi suscitées, comme en Slovaquie, par un souci de faire valoir son rang auprès de l'Otan et des USA, et une préoccupation électoraliste à la veille d'élections générales.

En Slovaquie, pays lui aussi concerné par la concurrence des céréales ukrainiennes, membre comme la Pologne de l'Otan et lui aussi un des fournisseurs de l'armée ukrainienne, le populiste Robert Fico, vainqueur aux dernières élections législatives, a fait le choix de s'allier à un petit parti d'extrême droite pour former un gouvernement.

« *La Slovaquie et ses habitants ont des problèmes plus importants que l'Ukraine* », déclarait-il pendant la campagne électorale, s'affirmant favorable à des « *pourparlers de paix* » entre Kiev et Moscou.

Aux Etats-Unis, la minorité trumpiste au Congrès s'est opposée à la nouvelle enveloppe de 24 milliards de dollars destinées à l'Ukraine - qui s'ajouterait aux 114 milliards déjà versés - déclarant que cet argent devrait plutôt servir à renforcer la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique contre les migrants. Et son représentant Matt Gaetz, de déposer une motion qui a entraîné la destitution du président de la Chambre des représentants, Mc Carthy. Biden, tout en annonçant la poursuite de la construction du mur à la frontière mexicaine qu'avait lancée Trump, a assuré qu'il continuerait l'aide des Etats-Unis à l'Ukraine.

Les dissensions entre ces représentants politiques des classes dirigeantes sont le reflet du mécontentement suscité dans les populations par l'aggravation de la crise et les politiques des gouvernements voués aux intérêts des actionnaires des grands groupes capitalistes. Faute d'une autre perspective, que ne donne nulle part le mouvement ouvrier, l'extrême droite peut dévoyer cette inquiétude et cette révolte dans la haine des migrants et de tout ce qui peut apparaître comme un soutien à l'étranger en flattant le nationalisme.

Le gouvernement Zelensky fragilisé

Et comment pourrait-il en être autrement alors que la guerre est appelée à durer, une guerre sans fin puisque Zelensky, les Etats-Unis et leurs alliés ont comme seul mot d'ordre « *Troupes russes hors d'Ukraine* », le retour aux frontières de 1991 ? Depuis les premiers moments de la guerre en 2014, les alliés occidentaux n'ont jamais proposé ni réellement cherché une possible issue négociée. Les accords de Minsk n'ont jamais été appliqués.

La prétendue « *guerre de libération* » que serait la guerre d'Ukraine, révèle son vrai visage. Le limogeage de l'ancien ministre de la Défense, Reznikov, et de l'ensemble des officiers du recrutement militaire il y a quelques semaines, les accusations portées contre plusieurs oligarques, ne font que révéler la corruption de l'Etat ukrainien. Pendant que les travailleurs, les pauvres, sont réquisitionnés pour une guerre meurtrière, on s'enrichit, grâce à cette guerre même, dans les sommets de l'Etat et de la bourgeoisie ukrainiens. Les hommes sont mobilisables de 18 à 60 ans et beaucoup essaient d'échapper à cet enrôlement forcé. La police les traque dans les rues ainsi que toutes celles et tous ceux qui semblent exprimer, de façon aussi minime soit-elle, un désaccord avec la guerre. La dictature est certes moins brutale que celle de Poutine, mais de là à pouvoir incarner la démocratie et la liberté, alors que sévit la loi martiale contre toute revendication sociale et démocratique, c'est bien autre chose.

D'autant que se révèle aussi l'influence de l'extrême droite dans les rangs de l'Etat. Pendant la visite de Zelensky au Canada le 25 septembre, le président de la Chambre des communes canadien a fait applaudir un vétéran ukrainien de 98 ans, Yaroslav Hunka, présenté comme un héros de

l'Ukraine face à l'Union soviétique pendant la deuxième guerre mondiale. Il s'est révélé que cet homme avait servi dans les unités de SS qui ont organisé des massacres de Juifs en Ukraine pendant la Deuxième guerre mondiale. Le scandale a été tel que le politicien canadien, qui a déclaré avoir ignoré à qui il avait affaire, a démissionné.

Le mythe de Zelensky et du pouvoir des oligarques défenseurs des droits du peuple s'effrite inévitablement devant la réalité de la guerre par procuration dans laquelle ils ont engagé leur peuple pour le compte de l'Otan.

Une Europe otanisée pour une guerre sans fin ?

« Vladimir Poutine voulait la finlandisation de l'Europe, mais avec l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'Otan, il obtient l'otanisation de l'Europe », avait déclaré Biden fin juin 2022 lors du sommet de l'Otan à Madrid. Les pays membres de l'Otan y avaient adopté un nouveau concept stratégique dicté par les USA désignant la Russie comme la « principale menace » à la sécurité de l'espace euroatlantique mais aussi la Chine comme une puissance qui défie « les intérêts, la sécurité et les valeurs » de l'Alliance.

Le dernier sommet de l'Union européenne, le 6 octobre à Grenade, devait lancer la perspective d'un élargissement de l'UE dans la prochaine décennie, à huit ou neuf nouveaux membres, cinq ou six états des Balkans, la Géorgie, La Moldavie et l'Ukraine. « Longtemps guidé par l'espoir et la prospérité, commentait la veille l'éditorialiste des Echos, Lucie Robequain, l'élargissement de l'Union l'est aussi par la peur désormais. Les pays à la périphérie de l'Europe sont courtisés par la Russie, la Chine et, dans une moindre mesure, la Turquie. Les faire entrer dans l'Europe est le seul moyen d'assurer leur souveraineté. »

Il y a loin du dire au faire, mais la perspective est tracée, dans le cadre des objectifs poursuivis par les Etats-Unis pour rallier le maximum d'Etats à leurs visées stratégiques contre la Chine. De la même façon que la guerre d'Ukraine était préparée depuis 2014 par l'Otan, l'armée ukrainienne étant équipée et entraînée depuis l'annexion de la Crimée. La Grande Bretagne, qui avait formé 22 000 soldats en Ukraine jusqu'en février 22, puis en Grande-Bretagne après l'agression russe, envisagerait aujourd'hui d'envoyer à nouveau ses instructeurs en Ukraine.

Le 25 septembre, Zelensky annonçait que les premiers chars Abrams, équipés de munitions à uranium appauvri, parmi les 31 promis par les Etats-Unis, avaient été livrés à l'Ukraine. Comme seront probablement livrés par ces derniers des missiles ATACMS d'une portée de plus de 300 kilomètres - comme les SCALP livrés par la France et la Grande Bretagne - et des avions de chasse F16. L'Otan va envoyer en Lituanie deux de ses avions de détection AWACS, qui peuvent couvrir une superficie de 310 000 kilomètres carrés, afin de surveiller les mouvements de l'armée russe.

Le retour des conflits militaires en Azerbaïdjan-Arménie où s'affrontent des intérêts turcs, iraniens et russes mais aussi occidentaux à propos entre autres du Haut Kara-

bakh et dans l'ex-Yougoslavie à propos du Kosovo pourrait bien entraîner une extension de cette guerre, comme pourraient se rallumer des conflits « gelés » entre l'Inde et le Pakistan au Cachemire, ou entre l'Inde et la Chine alors que se perpétuent les guerres en Afrique, en Syrie...

Le nouvel épisode aigu de la guerre permanente d'Israël contre le peuple palestinien aura des répercussions internationales importantes. Il renforce l'escalade militariste mondialisée dont la guerre d'Ukraine a été un accélérateur et constitue un nouveau pas dans la généralisation de la guerre.

Combattre notre propre gouvernement et sa politique guerrière

Il faut « défendre le pré carré français », disait cyniquement le ministre de l'armée Lecornu dans une interview sur France Info le 29 septembre dernier, en évoquant l'installation d'entreprises françaises, en même temps que d'autres entreprises européennes, pour fabriquer, entretenir et réparer le matériel militaire directement sur le sol ukrainien. Le gouvernement français se réjouit à l'idée de « vendre » et plus seulement donner ces armements, comme de prendre part à la reconstruction. Comme tous les alliés des Etats-Unis, il défend, dans le cadre de cette alliance, ses intérêts nationaux, c'est-à-dire ceux de ses capitalistes.

Mais son état-major se prépare aussi, comme on ne cesse de nous le répéter, aux guerres de haute intensité qu'il faudra, à plus ou moins long terme, mener. C'est ainsi que le nouveau chef d'Etat-major de l'armée de terre, Pierre Schill, se demande si la population française serait prête à faire les sacrifices nécessaires, en prenant l'exemple des 3600 morts et blessés par jour dans la guerre d'Ukraine.

Il est bien vrai que l'arrêt de la guerre d'Ukraine sera imposé par la fraternisation des travailleurs russes et ukrainiens contestant le pouvoir tant de Poutine que de Zelensky qui a intégré son pays aux dispositifs économique et militaire des vieilles grandes puissances impérialistes. Notre solidarité passe par la dénonciation des mensonges d'Etat qui présente cette guerre comme une lutte de libération alors qu'au prix de terribles souffrances le peuple ukrainien est transformé en chair à canon pour les intérêts des oligarques ukrainiens et de leurs soutiens occidentaux. Notre solidarité, notre responsabilité est de combattre notre propre gouvernement, qui est engagé dans cette guerre comme il soutient la guerre d'Israël contre le peuple palestinien, sa politique belliciste et sa propagande mensongère.

La machine guerrière qui s'est mise en route à travers le monde aura un coût élevé pour l'ensemble des travailleurs, elle a une logique qui conduit à la mondialisation de la guerre. Cette logique peut être enrayée, elle n'est pas une fatalité. Elle porte aussi la perspective de révoltes de masse dont on peut voir les premiers signes avant-coueurs en Ukraine, au Moyen Orient... Ici, aussi dans nos propres combats.

Galia Trépère

Le gouvernement ne jure que par le 49.3, la gendarmerie et la démagogie d'extrême droite... La dictature du capital, c'est eux, la démocratie, c'est nous et nos luttes !

Macron tout à son obsession d'occuper le terrain pour conjurer sa peur du vide a saisi l'occasion du 65^{ème} anniversaire de la Constitution adoptée le 4 octobre 1958, fondements de la V^o République voulue par De Gaulle, pour ressortir des tiroirs ses vellétés de réforme constitutionnelle. Sans doute y voit-il une façon d'améliorer son image en jouant au démocrate. Pas trop cependant, cette constitution instaurant un régime présidentiel lui convient parfaitement, garante de « stabilité » et, pour lui, d'espérer aller au bout de son quinquennat... Taillée sur mesure, à l'époque pour assurer le pouvoir personnel de De Gaulle, cette constitution a depuis parfaitement servi ladite République et les ambitions de ceux qui ont revêtu l'habit présidentiel.

La V^{ème} République est un régime où le chef de l'exécutif est le premier législateur, au mépris de la séparation des pouvoirs. Où l'Assemblée nationale est réduite à une chambre d'enregistrement. Où l'article 16 donne les pleins pouvoirs au président et l'article 49.3 permet d'adopter, sans majorité parlementaire, envers et contre tous, des textes de lois comme la réforme des retraites. Pour Macron, le 49.3 est le symbole de l'équilibre que garantit la Constitution : « *C'est un régime à la fois présidentiel et parlementaire, capable de pencher nettement pour le premier en temps de crise et nettement pour le second par temps calme.* » Et comme lui, c'est plutôt temps de crise, vive le régime présidentiel !

Ses ambitions réformatrices sont modestes. Avec un certain cynisme provocateur il a annoncé qu'il souhaite « *simplifier* » la procédure du Référendum d'initiative partagée (RIP), cette procédure à laquelle il s'était opposé durant le mouvement contre sa réforme des retraites. « *Ses champs doivent être élargis* », dixit Macron, à « *des domaines importants pour la vie de la nation qui échappent au champ de l'article 11* », article qui limite son utilisation aux « *réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation* » et à la ratification de traités internationaux. Et, justement, un référendum sur l'immigration est réclamé par Les Républicains et le RN, alors pourquoi ne pas faire un geste susceptible d'entraîner la droite et l'extrême-droite. Une petite manœuvre fort peu démocratique sur le fond comme sur la forme d'autant que la pratique du référendum est un procédé plébiscitaire dont De Gaulle avait usé à quatre reprises afin de légitimer son pouvoir personnel. Macron n'est pas De Gaulle et limite ses vellétés réformatrices à de petites combines à courte vue.

Et pour se donner une image moderne si ce n'est progres-

siste il propose l'introduction « *dès que possible* » du droit à l'IVG dans la Constitution qui ne fait toujours pas accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Une mesure qui ne coûte pas un centime à l'État et ne sécurise en rien l'accès réel à l'IVG qui nécessite des moyens, des services et des soignants formés sans cesse rognés par la politique d'austérité.

Des vellétés démocratiques ou plutôt des faux semblants au moment où Elisabeth Borne a recours pour la 12^{ème} fois au 49.3, six mois après celui sur la réforme des retraites, pour imposer le texte de programmation des finances publiques. Le premier recours d'une longue liste attendue à l'Assemblée cet automne pour faire adopter les textes budgétaires pour 2024...

Derrière le paravent institutionnel, la dictature du capital

Le caractère antidémocratique de la Constitution gaulliste et de son usage par Macron, cet absolutisme présidentiel, vient justifier la politique d'une partie de la gauche, celle dite radicale, LFI en tête, qui se revendique d'une VI^{ème} République pour chasser Macron et en finir avec la V^{ème}. Le programme peut sonner radical, en réalité, il ne propose rien d'autre qu'un replâtrage institutionnel impuisant à changer les fondements économiques et sociaux de la nature antidémocratique de n'importe quelle constitution bourgeoise.

La constitution n'est que la forme institutionnelle du pouvoir du capital qui repose sur le rapport d'exploitation, la propriété privée et l'État. Elle obéit à ses besoins en fonction de l'époque et des rapports de force.

Les institutions ne peuvent échapper au pouvoir du capital qui détient le cordon des finances. Quelle démocratie peut-il exister quand les finances publiques sont entre les mains des banquiers et quand la dette de l'État, aujourd'hui 3 000 milliards d'euros, est détenue par des capitalistes privés auxquels l'État verse une rente, le service des intérêts auxquels il ne peut faire face que grâce à des emprunts nouveaux...

Et c'est pour financer cette rente à laquelle s'ajoutent les multiples interventions de l'État au service du grand patronat que les gouvernements aggravent sans cesse, l'austérité contre la population. Le Projet de Loi de Finances pour le budget 2024 de Bruno Le Maire en est la démonstration avec 16 milliards d'économies. L'objectif de l'exécutif est de diminuer le déficit public, qui correspond en 2023 à 4,9 % du Produit Intérieur Brut, pour le porter à 4,4 % en 2024. Une réduction qui sera avant tout payée par les travailleurs et les classes populaires.

L'État va gagner 15 milliards d'euros par rapport à 2023 grâce à la clôture progressive des boucliers d'énergie, le tout alors que les prix de l'énergie pourraient encore augmenter de 10 à 20 % en février 2024 alors que l'inflation délite progressivement le pouvoir d'achat et que l'augmentation des prix entraîne une hausse des recettes pour l'État, via la TVA.

A ces économies, il faut ajouter celles de la Sécurité Sociale. Alors que l'État aurait dû couvrir la hausse induite par l'inflation des dépenses de l'assurance-maladie, ces dernières vont être amputées de 3,5 milliards d'euros alors que les exonérations de cotisations patronales atteignent les 90 milliards.

Et tout ça n'empêche pas Total de menacer d'arrêter sa ristourne à 1,99 €/litre max si les députés adoptent la prolongation de la taxe sur les « superprofits » des pétroliers et énergéticiens mise en place l'an dernier.

Toute la machine étatique est rodée pour fonctionner en faveur des classes dominantes, les institutions et la prétendue démocratie servent à donner à cette politique de classe le masque de l'intérêt général, une imposture générale. Et, aujourd'hui, la constitution gaulliste semble plutôt adaptée aux besoins de la bourgeoisie qui se prépare bien plus à affronter le peuple qu'à lui donner la parole !

Les capitalistes n'ont pas d'autre réponse à leur faillite que la guerre de classe

Pour les classes dominantes et leurs serviteurs, la difficulté est qu'avec la crise, il est de plus en plus difficile de masquer le caractère de classe, injuste, inégalitaire, spoliateur de leur politique, la guerre de classe qu'ils mènent en permanence. C'est bien pourquoi leurs économies ne s'appliquent pas au cœur même de l'appareil d'État, l'armée et la police, bien au contraire.

Dans le projet de loi de finances, les budgets de l'armée, de la police devraient en effet être augmentés de 4 milliards d'euros, auxquels s'ajouteront les programmations déjà votées, comme la loi de Programmation militaire et ses 413 milliards d'euros d'augmentation sur la période 2024-2030 portant son budget annuel à plus de 68 milliards d'euros en 2030. Cela sans compter les dépenses liées au soutien militaire à l'Ukraine, ainsi que le budget du Service National Universel.

Ce projet s'inscrit dans la militarisation en cours à travers le monde dont la guerre d'Ukraine n'est pas la cause première mais à la fois effet et cause car elle s'inscrit elle-même dans l'exacerbation des tensions internationales sous la pression de la concurrence et de la crise capitaliste.

A noter que la LPM a été l'occasion de « rénover » le régime des réquisitions du code de la Défense à travers l'article 23 qui « permet au Premier ministre, par décret, d'ordonner la réquisition de toute personne, physique ou morale, de tout bien ou de tout service ou d'habiliter l'autorité administrative ou militaire qu'il désigne à procéder aux réquisitions ». Ces réquisitions seraient justifiées « en

cas d'urgence, lorsque la sauvegarde des intérêts de la défense nationale le justifie ».

Cet article 23 vient souligner que le militarisme implique que l'État se donne les moyens matériels bien sûr mais aussi politiques pour faire face à un « *conflit de haute intensité* », c'est à dire la guerre. La montée du nationalisme et des politiques xénophobes, la guerre aux migrants, l'embrigadement de la jeunesse avec le SNU s'inscrivent dans cette logique militariste qui ne pourra que se renforcer. La propagande autour de la solidarité avec l'Ukraine ou, aujourd'hui, avec l'État d'Israël, gommant les responsabilités des puissances occidentales en est un des supports de la même façon que l'insécurité ou l'immigration viennent justifier, aux yeux du pouvoir, le renforcement général de l'appareil répressif nécessaire pour mener la guerre intérieure contre les probables révoltes et insoumissions à venir.

C'est le sens de la politique sécuritaire du pouvoir et de la campagne publicitaire pour la gendarmerie de Macron vis à vis des milieux ruraux annonçant, depuis le Lot-et-Garonne, la création de 238 nouvelles brigades de gendarmerie, dont 96 brigades fixes. Ces nouvelles implantations font suite à la création de 10 000 postes dans les forces de sécurité entre 2017 et 2022. Pour le second quinquennat d'Emmanuel Macron, la loi prévoit la création de 8 500 postes supplémentaires.

Macron-Darmanin justifient leur politique sécuritaire et policière par « *l'évolution de la délinquance* », l'insécurité qui atteindrait même nos campagnes. Ils jouent des peurs et les entretiennent pour leurs besoins politiques ainsi qu'ils le font aussi en agitant la menace que représenterait le drame des migrants. Autant de mensonges abjects justifiant une politique qui n'a pas d'autre réponse que policière aux drames qu'elle engendre.

L'insécurité, c'est l'insécurité sociale engendrée par la régression capitaliste

En vertu de quoi, ils ont fait voter l'an passé 15 milliards d'euros de crédits supplémentaires pour les forces de répression, soutenus par la droite, l'extrême droite et une partie de la gauche. En fait l'insécurité, dans les petites villes comme dans les grandes, est le produit de la dégradation des conditions de vie de la population dont l'État est responsable. L'insécurité, c'est le manque de services publics, la fermeture des maternités, des postes, des classes, le manque de logements populaires, l'augmentation des prix. En la matière, Macron a continué la politique d'économies de ses prédécesseurs aux dépens des classes populaires. Quant aux incivilités, aux violences dans les rues ou dans les familles, aux trafics, voire aux crimes, elles sont aussi le produit du délitement social et plus de police ne résoudra rien.

Macron prétend, par cette politique sécuritaire qui ne fait qu'accroître les tensions sans résoudre le moindre problème, empêcher les électeurs de « *se tourner vers les extrêmes* ». Le mal est ainsi désigné pour justifier de mener la politique de... l'extrême droite. Il y a là bien sûr un

calcul politicien qui offre un argument de campagne aux futurs candidats macronistes des villages pourvus d'un poste de gendarmerie. Tout cela est dérisoire et ne saurait masquer le fond, Macron ne court pas après l'extrême droite, il fait sa politique parce qu'elle répond, sur le fond, aux besoins de la bourgeoisie qui se prépare à affronter le monde du travail, la population, pour faire prévaloir ses intérêts de classe rétrogrades tant sur la scène internationale que nationale, les deux étant indissociables.

Ce qu'il y a dans le cerveau malade des politiciens ce n'est pas la délinquance ou les incivilités mais bien la peur des classes populaires, de leur colère, de leur révolte que suscite l'insécurité sociale que crée leur politique soumise au CAC 40. Ils savent qu'ils n'ont pas de politique de rechange si ce n'est de poursuivre celle mise en œuvre par la Banque centrale européenne (BCE) et le gouvernement qui conduit à la catastrophe, à la faillite.

Le 13 et au quotidien, sur nos lieux de travail, faire vivre notre démocratie et la solidarité de classe

La démocratie dont se vante Macron ou que voudrait restaurer la gauche est étouffée, bâillonnée pour les classes populaires et la majorité de la population, pour le monde du travail par la domination d'une minorité qui tient les rênes de l'économie. Ce n'est même plus une démocratie pour les riches, eux-mêmes soumis aux décisions des conseils d'administration des multinationales, des banques et des groupes financiers. Leur démocratie, c'est une machine qui fonctionne pour masquer la politique du pouvoir au service de cette minorité capitaliste. Plus son parasitisme s'accroît par la concentration du capital plus ladite démocratie se vide de tout contenu pour se laisser coloniser par les idées, les pratiques et les partis d'extrême droite.

L'issue est entre les mains du monde du travail, de la population exploitée et opprimée, de la jeunesse qui veut construire son avenir.

Le 13 octobre, l'intersyndicale appelle à une journée de mobilisation pour « *nos salaires, nos retraites, nos droits, pour l'égalité, les services publics et l'environnement* ». « *Il y a une colère qui est énorme dans le pays, parce que le travail permet de moins en moins de vivre et donc c'est ce que nous allons dénoncer le 13 octobre. [...] Nous allons faire grève et manifester pour exiger des augmentations de salaires* » déclarait Sophie Binet présentant la journée du 13 comme un moyen de faire pression sur la conférence sociale voulue par Macron et qui aura lieu trois jours après. « *La CGT demande à ce que ce soit une conférence sociale sur les salaires* », pas seulement les bas salaires. « *Évidemment il y a un problème de bas salaires, mais il y a un problème de tassement général des salaires* » qui « *cette année, en euros constants, ont baissé parce que les prix ont augmenté plus vite* ». Oui, c'est une évidence, mais comment ne pas tirer les leçons de l'échec

de la bataille des retraites au bout de 14 journées d'action massives ? Quel esprit bureaucratique peut continuer d'affirmer qu'il serait possible d'obtenir une revalorisation générale des salaires par des journées d'action dans le cadre du dialogue social, bureaucratique doublé de cynisme ? Comment est-il encore possible d'entretenir ce mensonge selon lequel la conférence sociale pourrait-être un pas en avant ? Qu'il y aurait quelque chose à attendre de ce gouvernement sinon de nouvelles attaques ?

Si les appareils bureaucratiques ne tirent aucune leçon de leur propre échec, les travailleurs, eux, ont besoin d'en tirer non pour se dire qu'il n'y a rien à faire mais pour discuter ensemble de ce qu'il est nécessaire et possible de faire, réfléchir collectivement à l'organisation de la lutte, se coordonner. La lutte pour nos salaires, nos retraites ou nos allocations ne peut se préparer en un jour et encore moins réussir en un jour. Elle est un combat quotidien pour défendre nos droits au travail, faire respecter nos conditions de travail, ensemble avec nos collègues, faire vivre la démocratie, entre nous à la base pour commencer à exercer notre droit de regard sur nos conditions de travail et de vie.

La démocratie, ce n'est pas déléguer la défense de nos intérêts à des bureaucrates ou des parlementaires qui échappent à notre contrôle mais prendre en main collectivement nos affaires pour décider et diriger nos luttes, exercer notre contrôle sur les salaires et les prix, exiger l'indexation des salaires sur l'inflation, la répartition du travail entre toutes et tous, exiger l'ouverture et la transparence des comptes des entreprises, la transparence sur les marges que les grands patrons s'octroient.

Même les revendications bien prudentes qu'avance l'intersyndicale pour la journée du 13, - « *l'augmentation des salaires et du point d'indice des fonctionnaires* », la « *revalorisation des retraites, des minimas sociaux et des bourses d'études* », « *l'égalité entre les femmes et les hommes* », d'importants « *investissements dans les services publics* », « *une assurance chômage plus protectrice* », « *une transition écologique socialement juste* » -, ne pourraient être satisfaites qu'au prix d'une lutte d'ensemble décidée et organisée par les grévistes eux-mêmes à travers des assemblées coordonnées pour se constituer comme direction politique de la lutte, s'affirmer comme un contre-pouvoir ouvrier et populaire, démocratique représentant les intérêts de l'ensemble des classes populaires, en réalité de toute la société.

La démocratie ce n'est pas confier nos vies, notre sort, notre avenir à des politiciens qui, une fois élus, ne rendent aucun compte et sont dominés par les institutions et le pouvoir de l'argent, mais nous organiser nous-mêmes pour exercer notre propre pouvoir d'influence, de décisions, faire de la politique en fonction de nos intérêts collectifs, notre solidarité de classe pour faire valoir nos droits et changer le monde.

Yvan Lemaitre